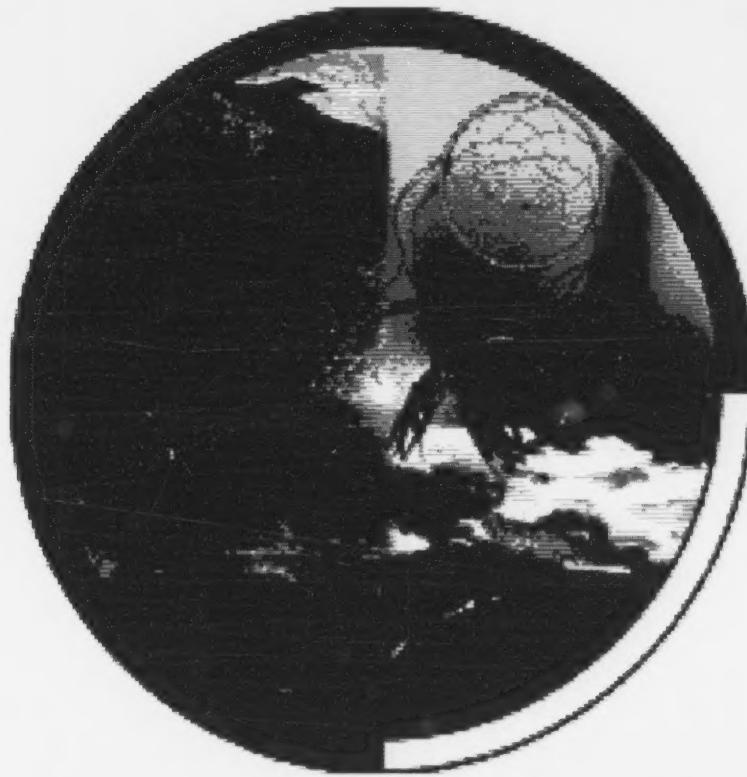




Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Rapport annuel au Parlement **2005 – 2006**



Loi sur l'accès à l'information
et

Loi sur la protection des
renseignements personnels



Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires indiennes et du Nord
canadien et interlocuteur fédéral auprès des
Métis et des Indiens non inscrits
Ottawa, 2006
www.ainc-inac.gc.ca
1-800-567-9604
ATME seulement 1-800-553-0554

QS-6220-000-BB-A1
N° de catalogue R1-7/2006
ISBN 0-662-49550-0

© Ministre des Travaux publics et des
Services gouvernementaux Canada

This publication is also available in English under the title:
**Annual Report to Parliament 2005-2006 Access to Information Act and
Privacy Act**

Table des matières

<u>INTRODUCTION</u>	<u>4</u>
<u>CHAPITRE 1:</u> <u>ADMINISTRATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</u>	<u>8</u>
ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE	
LES SYSTÈMES	
LES PROTOCOLES D'ENTENTE	
<u>CHAPITRE 2:</u> <u>LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION</u>	<u>13</u>
POINTS SAILLANTS	
SOURCES DES REQUÉRANTS	
DISPOSITION DES DEMANDES TRAITÉES	
FRAIS ET COÛTS	
CONSULTATIONS D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS	
PLAINTES ET ENQUÊTES	
RAPPORT STATISTIQUE	
<u>CHAPITRE 3:</u> <u>LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</u>	<u>20</u>
POINTS SAILLANTS	
DISPOSITION DES DEMANDES TRAITÉES	
COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	
PLAINTES ET ENQUÊTES	
RAPPORT STATISTIQUE	

INTRODUCTION

Canada

Tandis que la *Loi sur la protection des renseignements personnels (LPRP)*, proclamée en juillet 1983, a pour objet de « compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels et le droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent» (article 2), la *Loi sur l'accès à l'information (LAI)*, elle aussi proclamée en juillet 1983, a pour objet « d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication » (article 2). Par public on entend les Canadiens, les résidants permanents et toute personne vivant au Canada.

Les principes qui sous-tendent ces *Lois* sont les suivants :

- le public a le droit de consulter les documents de l'administration fédérale;
- les exceptions indispensables qui restreignent ce droit doivent être précises et limitées;
- la *Loi sur l'accès à l'information* ne vise pas à remplacer les moyens actuels de fournir de l'information;
- les décisions relatives à la communication sont susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif; et,
- à moins d'exceptions spécifiques, les renseignements personnels ne peuvent être communiqués sans la permission des individus auxquels ils appartiennent.

Ce rapport annuel pour l'exercice financier 2005-2006 est présenté au Parlement conformément aux paragraphes 72(1) et 72(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que la *Loi sur l'accès à l'information*.

DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

En vertu de l'article 73 des deux *Lois*, le ministre a délégué ses attributions afin de permettre au Ministère de satisfaire aux exigences de la *Loi* et d'en exercer les pouvoirs. La responsabilité relative à tous les articles des *Lois* a été déléguée au secrétaire du Ministère, œuvrant au Secrétariat du Ministère, et à la Cordonnatrice de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du Ministère.

MANDAT, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Affaires indiennes et du Nord Canada

La mission du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC) est de «travailler ensemble pour faire du Canada un meilleur endroit pour les Premières nations, les Inuit, les Métis et les gens du Nord». Elle se réalise dans le cadre de deux mandats distincts : les affaires indiennes et inuites et les affaires du Nord. L'exercice

de ces deux mandats permet au ministère d'offrir aux Inuit, aux Métis, aux Premières nations et aux résidants du Nord la chance de participer plus activement à l'avancement politique, social et économique du pays et de tirer parti des avantages qui en résultent.

En juillet 2004, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien s'est vu confier le rôle d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

De façon générale, le MAINC veille à respecter les obligations et les engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Inuit, des Métis et des Premières nations et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord. Ce vaste mandat est principalement dicté par la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, la *Loi sur les Indiens*, les lois territoriales et les obligations juridiques stipulées au paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Le ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, son rôle est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de services. Ses fonctions l'amènent à travailler en collaboration avec les dirigeants inuits, métis et des Premières nations, divers ministères du gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, les gouvernements des régions circumpolaires, les prestataires de services, sans oublier le secteur privé et les organisations non gouvernementales.

Le MAINC est aussi le ministère fédéral responsable de gérer les affaires du Nord, une région qui couvre 40 % de la superficie continentale du Canada. Il intervient donc directement dans l'avancement politique et économique des territoires. Par exemple, il s'occupe, à l'instar des provinces, de gérer les terres et les ressources naturelles dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut en attendant la conclusion d'ententes sur le transfert des responsabilités. Il accomplit également des tâches précises liées à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources pétrolières et gazières extracôtières. Enfin, il favorise l'acquisition de connaissances sur le Nord en faisant la promotion de la recherche scientifique et de la technologie au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

Commission canadienne des affaires polaires

La Commission canadienne des affaires polaires est responsable de suivre l'évolution des connaissances sur les régions polaires et s'occupe d'en faire la promotion et la diffusion. De plus, elle contribue à sensibiliser le public à l'importance des sciences polaires pour le Canada. Enfin, elle veille à rehausser le profil international du Canada à titre de nation circumpolaire et conseille le gouvernement sur l'orientation que devraient suivre les politiques liées aux sciences polaires.

Créée en 1991 pour prendre en main la recherche polaire au Canada, la Commission est un organisme indépendant assujetti à la *Loi sur la Commission canadienne des*

affaires polaires. C'est le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien qui présente au Parlement un compte rendu des activités de la Commission.

Commission des revendications particulières des Indiens

La Commission des revendications particulières des Indiens a pour mission d'aider les Premières nations et le Canada à régler les revendications particulières. La Commission exerce un rôle quasi judiciaire et agit à titre d'organisme indépendant mandaté pour faire enquête sur des revendications territoriales particulières, à la demande d'une Première nation, lorsque celle-ci a présenté une revendication qui a été rejetée par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou lorsqu'elle s'oppose aux critères d'indemnisation devant être utilisés par le gouvernement lors des négociations sur le règlement de sa revendication. Elle offre aussi des services de médiation durant les négociations sur les revendications.

Chapitre 1

Administration des renseignements personnels

Canada

ÉVALUATIONS DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Grâce à la Section des politiques sur la protection des renseignements personnels de l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP), l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFRVP) est devenue un élément central des activités liées à la protection des renseignements personnels aux Affaires indiennes et du Nord Canada. En fournissant des conseils et des principes directeurs, y compris de la formation tant à l'oral qu'à l'écrit, la Section a permis à tous les programmes du Ministère d'intégrer à leur planification de base la protection des renseignements personnels. Bien que la politique d'ÉFRVP soit relativement récente, le processus qui la chapeaute est en voie de s'enraciner solidement au sein du Ministère. La création d'un comité ministériel sur la protection des renseignements personnels, qui sera formé de cadres supérieurs, contribuera à faire connaître la politique et à la faire respecter au sein du Ministère. La Section des politiques sur la protection des renseignements personnels a donné aux programmes et à leurs éléments constitutifs des directives quant à l'ÉFRVP, et ce, à partir du moment où l'évaluation a été inaugurée jusqu'à la présentation d'un processus final.

Une ÉFRVP fait ressortir les points saillants concernant les renseignements personnels, existants ou nouvellement acquis, qu'ils soient conservés sur papier ou sur un autre support technique. Elle donne des réponses aux questions suivantes : Quels renseignements seront recueillis? Qui pourra avoir accès à l'information? Comment les renseignements et les données seront-ils conservés? Quels processus de gestion administrative seront établis? Qu'est-ce qui a justifié la décision d'utiliser les renseignements recueillis?

La Section des politiques sur la protection des renseignements personnels a prodigué de précieux conseils sur le respect de la vie privée, lesquels ont été appliqués aux nouvelles mesures mises de l'avant. Par conséquent, les modifications qu'elle a proposées amélioreront la façon dont les renseignements personnels sont protégés à l'échelle du Ministère. On est à établir des procédures dans le but de s'assurer que, tout au long de leur cycle de vie, les processus et les programmes du Ministère sont exécutés de manière à protéger les renseignements personnels et que les décisions stratégiques concernant la collecte et l'utilisation des données reposent sur les principes d'équité dans le traitement des renseignements.

Au cours du dernier exercice financier, Affaires indiennes et du Nord Canada a complété deux processus d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, a entrepris deux évaluations additionnelles et a complété une évaluation préliminaire.

Système des demandes de renseignements du public en ligne (CallBase) : (EFVP terminée)

La bibliothèque ministérielle d'AINC n'est pas seulement responsable des services bibliothécaires, mais elle assure également l'administration des services relatifs aux demandes de renseignements du public. Pour remplir cette dernière responsabilité, la bibliothèque utilise une base de données (Callbase) pour consigner les demandes. Afin d'améliorer les services offerts dans le cadre du processus des demandes de renseignements du public, la bibliothèque a créé une version en ligne de la base de données pour permettre l'échange des données entre les régions et l'administration centrale. Le nombre d'employés chargés de répondre aux demandes de renseignements du public sera augmenté à la suite de ce changement.

Paiements de transfert aux Premières nations et aux Inuits (PTPNI) : (EFVP terminée)

Des paiements de transfert sont versés aux gouvernements des Premières nations et aux collectivités inuites et à leurs organisations administratives pour leur permettre de fournir les services essentiels aux membres de leurs collectivités, conformément à la Politique sur les paiements de transfert du Conseil du Trésor et aux exigences internes en matière de reddition de comptes, de rapports sur le rendement et d'évaluation d'AINC. Des paiements de transfert sont également versés à certaines personnes dans le cadre d'accords spécifiques. Les exigences générales d'AINC en matière de rapports sur les programmes et les finances sont énoncées respectivement dans le *Guide national de présentation des rapports des Premières nations* (GNPRPN) et dans le *Manuel des rapports de clôture d'exercice*. Les bureaux régionaux d'AINC offrent aux Premières nations des versions du GNPRPN adaptées aux régions. À l'heure actuelle, la collection de données pour ces exigences en matière de rapports est sur support papier. Les données sont envoyées aux bureaux régionaux, qui doivent les saisir dans diverses bases de données régionales et nationales (systèmes spécialisés). Le Système des PTPNI est un outil technologique visant à moderniser le processus administratif afin d'arriver à réduire le fardeau lié à la présentation des rapports imposé par le processus actuel de gestion des ententes de financement.

Tableau de bord national de l'éducation : (EPFVP)

Le Tableau de bord de l'éducation regroupe le Système de suivi de l'éducation et le Tableau de bord de l'éducation de la région du Québec. La raison d'effectuer une Évaluation préliminaire des facteurs relatifs à la vie privée (EPFVP) est que les utilisateurs du tableau de bord national ont accès à très peu de renseignements personnels. Le tableau de bord national comprend deux éléments. Le premier est un indicateur de rendement normalisé qui recueille des données de trois différentes sources et permet d'établir des rapports à partir de données regroupées parmi un

ensemble prédéfini d'indicateurs de rendement. Le deuxième est le Système de suivi de l'éducation, un outil qui permet aux utilisateurs d'effectuer une analyse longitudinale des étudiants à partie des bases de données d'AINC sur l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et postsecondaire. Le système de suivi utilise trois mesures normalisées pour l'évaluation de la réussite scolaire.

Système d'information sur les services de sécurité (SISS): (EFVP en cours)

Le SISS est une application essentielle de la mission. Il a été conçu par la Direction générale de la gestion de l'information pour les Services des locaux et de la sécurité (Direction des services administratifs, Services ministériels), AINC. Sa principale fonction consiste à enregistrer et à tenir à jour de l'information et des données liées aux autorisations de sécurité et à l'émission de cartes d'identité pour les employés, les entrepreneurs et les étudiants qui travaillent à AINC. Le système est également utilisé pour retracer des articles de sécurité matérielle comme des clés, des cadenas, des serrures à code, des coffres-forts, des téléphones protégés et d'autres biens, partout au Canada. Le système est une application ministérielle (pour l'AC et les régions) qui contient le Système de gestion des ressources humaines PeopleSoft (SGRHP) pour l'information sur les employés, les postes et la classification. Le principal but du SISS est d'effectuer la vérification de sécurité des personnes, conformément à la Politique du gouvernement sur la sécurité et aux politiques ministrielles, de façon à s'assurer que seules des personnes fiables, loyales et de confiance sont embauchées par le gouvernement du Canada. Cette vérification s'applique à tous les postes et à toutes les étapes du processus contractuel ainsi qu'aux responsabilités ou les tâches d'une personne exigent l'accès à des personnes ou à des installations vitales pour l'intérêt national et susceptibles d'offrir un accès régulier et continu à des renseignements ou des biens classifiés. On ne peut être nommé à un poste ou avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature délicate que lorsque que la vérification requise est terminée.

Programme pour les personnes handicapées (PPH) : (EFVP en cours)

Il s'agit d'un programme pour les personnes handicapées de la Colombie-Britannique créé en vertu d'une loi provinciale qu'AINC rend accessible dans les réserves avec des critères et des procédures semblables. Les personnes qui habitent dans les réserves et qui touchent des prestations d'aide sociale peuvent demander à être désignées comme des personnes handicapées de façon à augmenter le montant de leurs prestations. La Société de développement social autochtone (SDSA) élabore l'interface du programme dans le but d'accélérer la saisie des données et de réduire les cas de chevauchement, ce qui se produit avec le PPH tel qu'il est actuellement utilisé par AINC.

N.B. : Les résumés des EFVP/EPFVP ne sont pas disponibles sur le Web.

Les protocoles d'entente

Les protocoles d'entente enclenchés par Affaires indiennes et du Nord Canada et par d'autres institutions ont joué, ces dernières années, un rôle important dans la communication des renseignements personnels. Le MAINC a entrepris la négociation de trois ententes durant l'exercice financier 2005-06. Ces protocoles nécessitent la tenue de négociations détaillées afin de s'assurer qu'ils contiennent les dispositions indispensables à la protection des renseignements personnels.

Voici la description des trois protocoles d'entente amorcés au cours du dernier exercice financier :

1. Affaires Indienne et du Nord Canada (AINC) et Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour une base de données commune, spécifiquement le Système de gestion des ressources humaines (SGRH) ;
2. Affaires Indienne et du Nord Canada (AINC) et Résolution des questions des pensionnats indiens Canada (RQPI) pour une base de données commune, spécifiquement le Système de gestion des ressources humaines (SGRH) ; et,
3. Aux Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), les secteurs des Programmes de l'enseignement postsecondaire (EPS), du Système d'inscription des Indiens (SII) du Système de liste nominatives ainsi que l'Éducation nationale, se sont mis d'accord sur le partage de l'information dans le but de fournir un modèle au projet « Tableau de bord » et ainsi obtenir une fonctionnalité pour le programme de l'éducation.

Affaires indiennes et du Nord Canada reste déterminé à concevoir, élaborer, appliquer et promouvoir des stratégies et des programmes efficaces pour assurer la protection des renseignements personnels. Ces stratégies et ces programmes renforceront les efforts qu'il déploie pour gagner la confiance de ses employés et des divers intervenants.

Chapitre 2

La Loi sur l'accès à l'information

Canada

POINTS SAILLANTS

Du 1er avril 2005 au 31 mars 2006, le Ministère a reçu 304 demandes de renseignements en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (voir l'illustration 1). En plus des nouvelles demandes reçues, le traitement de 54 demandes, déposées au cours du dernier exercice financier, a été reporté au présent exercice, ce qui porte à 358 le nombre total de demandes à traiter. Durant la période visée par le présent rapport, 317 demandes ont été traitées et 41 ont été reportées à la période suivante. Conformément à son troisième principe (voir page 5), l'unité de l'AIPRP développe et revoit, sur une base régulière, des processus informels permettant l'accès aux documents du ministère, sans devoir procéder en vertu de la *Loi*, et ce, afin de respecter l'esprit de la *Loi*. Le Ministère maintient son engagement à réduire le temps qu'il met à traiter les demandes reçues. En 2004-05, 94,2 % des demandes ont été traitées dans les délais impartis par la *Loi*; en 2005-06, ce taux est passé à 88,1 %. Cette diminution, nous croyons, est sûrement due à un haut taux de changement de personnel ainsi qu'à certaines difficultés qui s'en suivirent afin de recruter du personnel qualifié. Le tout a été rectifié à la fin de l'année fiscale.

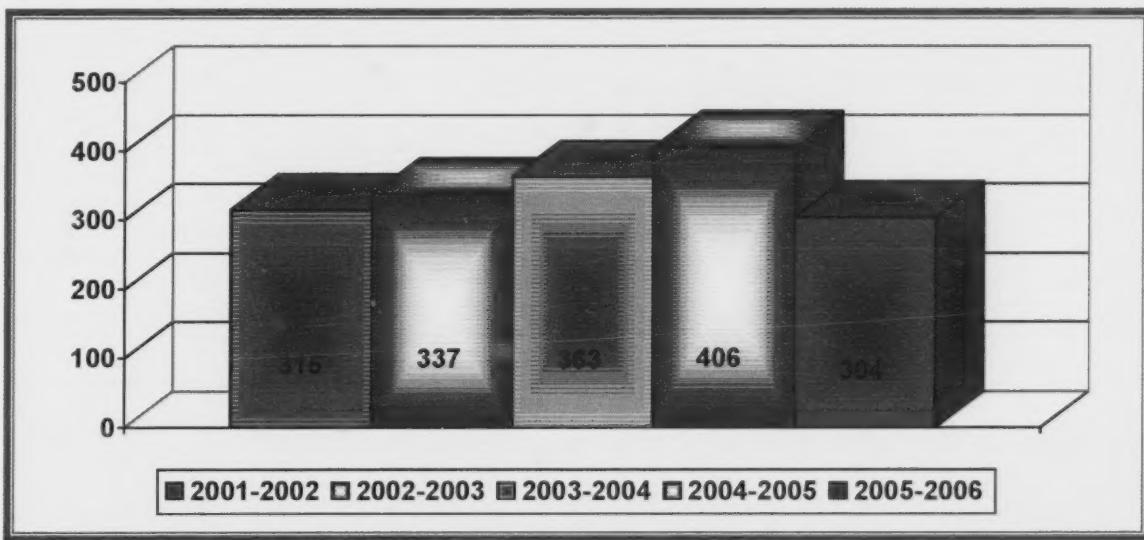


Illustration 1

Comme pendant l'exercice financier 2004-2005, l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a traité les nouvelles demandes par voie électronique en se servant du logiciel « ATIPImage Advanced ». Il en a résulté une importante diminution de la quantité de papier utilisée. Tous les documents pertinents à une demande sont numérisés et versés à la base de données; il est alors possible d'étudier les dossiers et d'appliquer les exemptions et exclusions à l'écran. Grâce à ce logiciel, l'Unité a pu traiter plus efficacement les demandes et offrir aux demandeurs la

possibilité de recevoir les documents désirés sur cédérom, ce qui permet d'économiser sur les frais de photocopie. Les dossiers sont maintenant tous accessibles sur cédérom, limitant ainsi l'espace de rangement nécessaire pour l'entreposage des dossiers. On a remarqué que le nombre de demandeurs qui privilégièrent ce type de format augmente de façon considérable.

SOURCE DES REQUÉRANTS

Au cours de la période visée, les auteurs de demandes concernant l'accès à l'information étaient issus des milieux suivants (voir l'illustration 2):

• Médias	70
• Universités	9
• Affaires	92
• Organisations	31
• Public	102

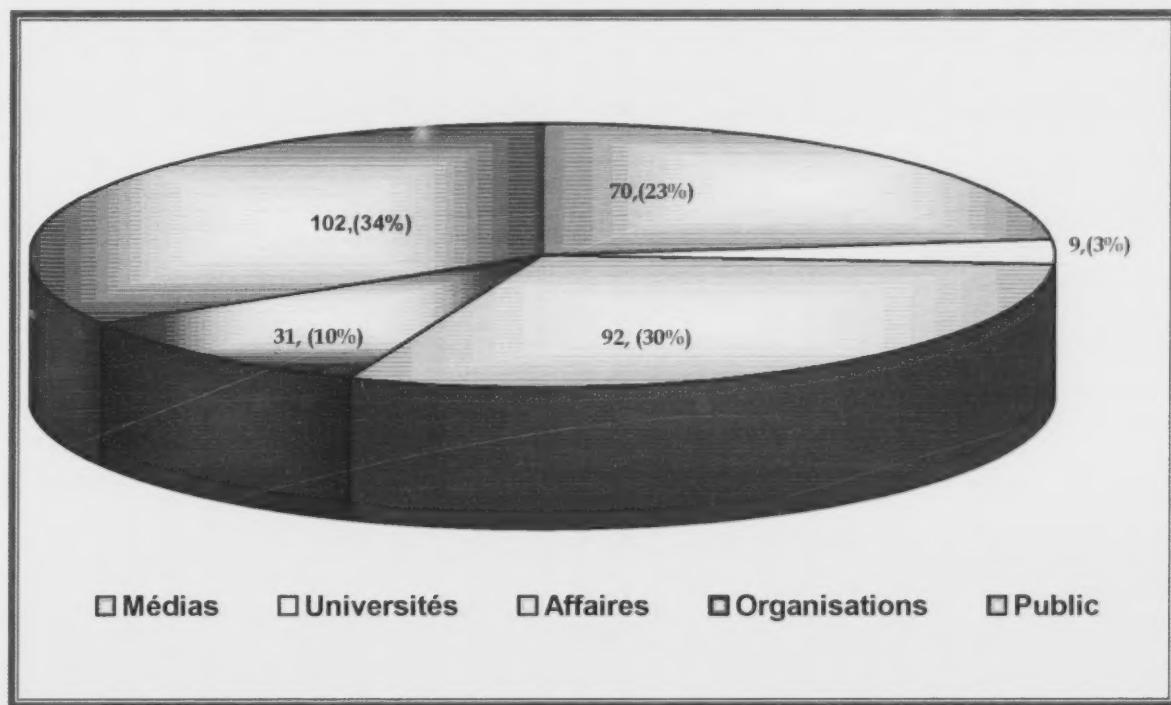
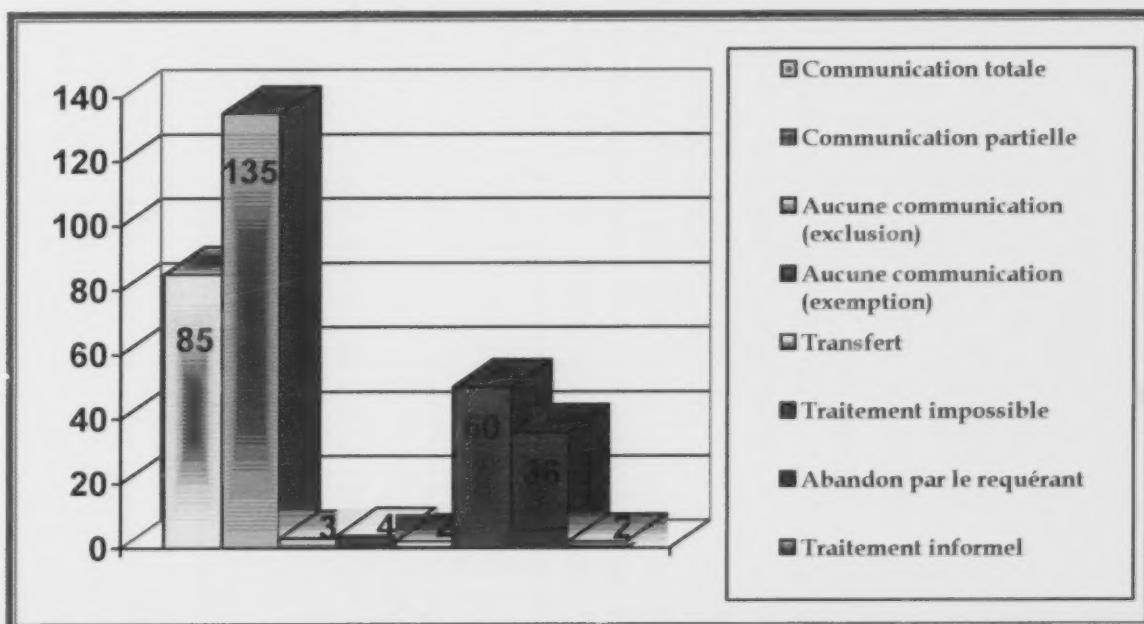


Illustration 2

DISPOSITION DES DEMANDES TRAITÉES

La disposition des demandes a été réalisée comme suit (voir l'illustration 3):

• Communication totale	85	(26.81%)
• Communication partielle	135	(42.59%)
• Aucune communication (exclusion)	3	(0.95%)
• Aucune communication (exemption)	4	(1.26%)
• Transfert	2	(0.63%)
• Traitement impossible ¹	50	(15.77%)
• Abandon par le requérant	36	(11.36%)
• Traitement informel	2	(0.63%)
TOTAL COMPLÉTÉES		317



FRAIS ET COÛTS

Les droits à verser sont calculés selon les dispositions énoncées dans la *Loi sur l'accès à l'information* et ses règlements. Un demandeur doit payer un droit de cinq dollars lors du dépôt de sa demande. Les cinq premières heures exigées pour le

¹ Aucune documentation en repose à ces demandes

traitement de la demande sont gratuites. Le droit à payer pour chaque heure supplémentaire s'élève à dix dollars. Il faut verser 0,20 \$ la page lorsqu'il y a plus que 125 pages à photocopier, mais il n'en coûte rien si le demandeur accepte de recevoir les documents désirés sur cédérom. De plus, le Ministère peut décider de dispenser un demandeur au versement des droits exigés. Durant la période visée par le présent rapport, les droits perçus par le Ministère se sont élevés à 5 053,30 dollars, tandis que les droits dispensés ont été évalués à 18 847,80 dollars².

CONSULTATIONS D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Lorsqu'une demande porte sur des dossiers qui présentent davantage d'intérêt pour une autre institution, on consulte le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de cette institution. Durant la période visée par le rapport, le Ministère a reçu 148 demandes de consultation provenant d'autres institutions. Pour assurer le traitement des 148 demandes de consultation présentées au Ministère, l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a fait la lecture de 7 967 pages aux fins d'examen et a accepté que 7 374 pages soient divulguées (voir l'illustration 4).

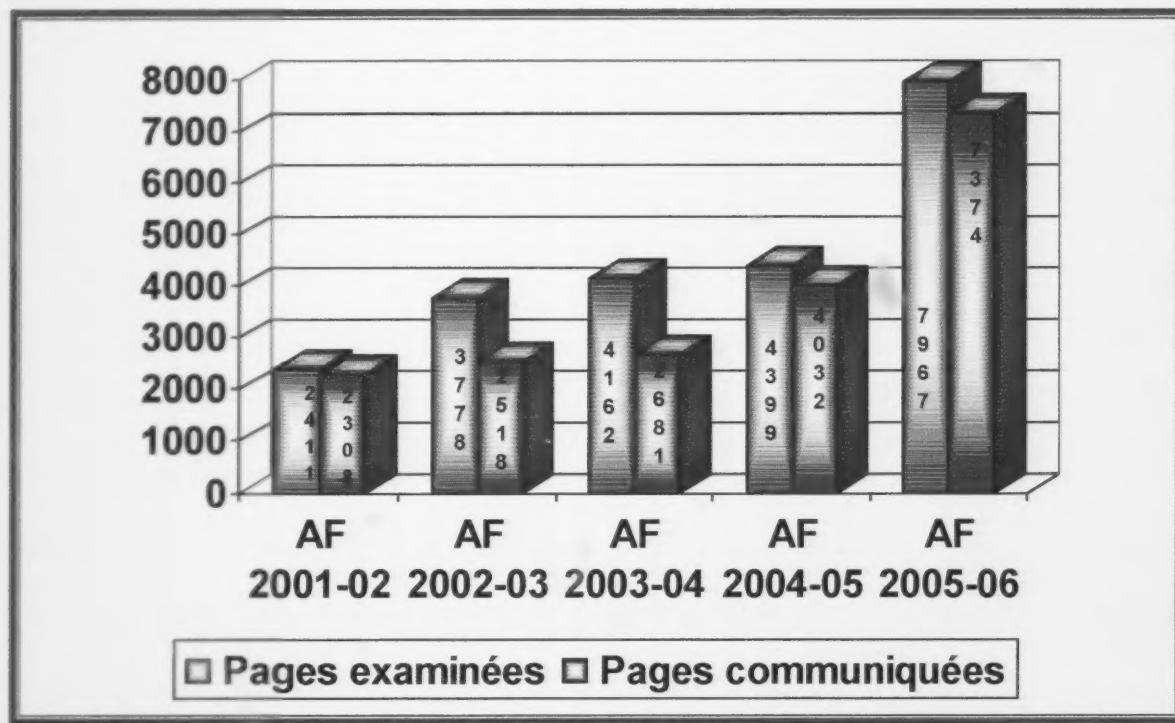


Illustration 4

² Frais dispensés lorsque les documents sont transmis électroniquement.

PLAINTES ET ENQUÊTES

Pour s'assurer que les institutions fédérales observent sans réserve la *Loi sur l'accès à l'information* et que tous les demandeurs sont traités de façon équitable et uniforme, les articles 41 à 53 de la *Loi sur l'accès à l'information* prévoient deux séries d'examen pour les décisions prises en application de la *Loi* : d'abord, le dépôt officiel d'une plainte auprès du Commissaire à l'information du Canada; ensuite, le recours en révision de la décision du Commissaire devant la Cour fédérale.

Pendant la période visée par le rapport, le Commissaire à l'information du Canada a reçu 59 plaintes contre le Ministère. Des enquêtes ont été menées relativement à ces plaintes : 43 ont été réglées durant le présent exercice financier; les 16 autres, toujours à l'étude, se poursuivront au cours du prochain exercice. Des 43 plaintes réglées, deux ont été rejetées par le Commissaire, 30 ont été discontinuées et sept ont été réglées à l'amiable avec la partie plaignante. Le Commissaire a estimé que quatre des plaintes étaient justifiées, pour lesquelles le Ministère a convenu suite à l'enquête de divulguer des informations additionnelles, à la satisfaction des requérants et du Commissaire à l'information.

Le seul recours en révision porté devant la Cour fédérale durant la période visée a été retiré.

Institution Affaires indiennes et du Nord Canada / Indian and Northern Affairs Canada				Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2005 to / à 03/31/2006	
Source 70	Media / Médias 9	Academia / Secteur universitaire	Business / Secteur commercial 92	Organization / Organisme 31	Public 102

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information		
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	304	
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	54	
TOTAL	358	
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	317	
Carried forward / Reportées	41	

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées					
1. All disclosed / Communication totale	85	6. Unable to process / Traitement impossible	50		
2. Disclosed in part / Communication partielle	135	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	36		
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	3	8. Treated informally / Traitement non officiel	2		
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	4	TOTAL	317		
5. Transferred / Transmission	2				

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées		
S. Art. 13(1)(a)	0	S. Art 16(1)(a)
(b)	0	(b)
(c)	7	(c)
(d)	2	(d)
S. Art. 14	0	S. Art. 16(2)
S. Art. 15(1) International ref. / Relations intern.	0	S. Art. 16(3)
Defence / Défense	0	S. Art. 17
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)

IV Exclusions cited / Exclusions citées		
S. Art. 68(a)	0	S. Art. 69(1)(c)
(b)	0	(d)
(c)	0	(e)
S. Art. 69(1)(a)	6	(f)
(b)	0	(g)

V Completion time / Délai de traitement		
30 days or under / 30 jours ou moins		186
31 to 60 days / De 31 à 60 jours		44
61 to 120 days / De 61 à 120 jours		62
121 days or over / 121 jours ou plus		25

VI Extensions / Prorogations des délais		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	19	14
Consultation	48	16
Third party / Tiers	1	67
TOTAL	68	97

VII Translations / Traduction		
Translations requested / Traductions demandées		0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation		
Copies given / Copies de l'original		217
Examination / Examen de l'original		2
Copies and examination / Copies et examen		1

IX Fees / Frais			
Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	\$1,440.00	Preparation / Préparation	\$28.00
Reproduction	\$879.60	Computer processing / Traitement informatique	\$90.00
Searching / Recherche	\$2,615.70	TOTAL	\$5,063.30
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		134	\$ \$902.20
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		72	\$ \$18,847.80

X Costs Coûts		
Financial (all reasons) / Financiers (toutes raisons)		(\$000)
Salary / Traitemet		\$ 880.7
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)		\$ 117.0
TOTAL		\$ 997.7
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (toutes raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)		16.3



Chapitre 3

La loi sur la protection des renseignements personnels

Canada

POINTS SAILLANTS

Du 1er avril 2005 au 31 mars 2006, le Ministère a reçu 655 demandes de renseignements en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) (voir l'illustration 1). Ce nombre inclus 28 demandes formelles en vertu de la LPRP (voir rapport statistique à la fin de ce Chapitre) ainsi que les demandes traitées selon nos processus informels de Communications Personnelles (624 demandes) et de Communications Informelles (3 demandes). Durant la période visée par le présent rapport, 638 demandes ont été traitées et 17 ont été reportées à la période suivante. Les demandes les plus fréquentes portaient sur l'inscription, les relations de travail, les externats fédéraux et les pensionnats indiens. Pour assurer le traitement des 638 demandes, le Ministère a fait la lecture de 14 848 pages aux fins d'examen et a accepté de divulguer 13 562 pages (voir l'illustration 6).

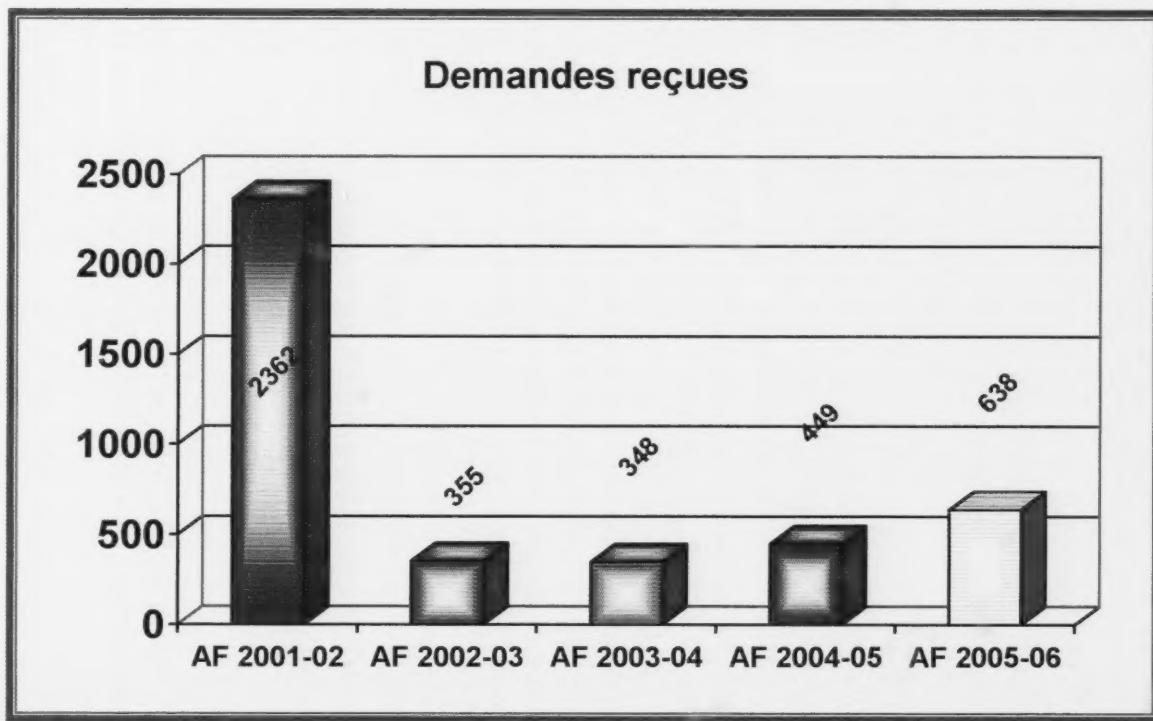


Illustration 5

note: plus de 2 000 demandes furent enregistrées, durant l'année-fiscale (AF) 2001-2002, dû à la création du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones (RQPIC)

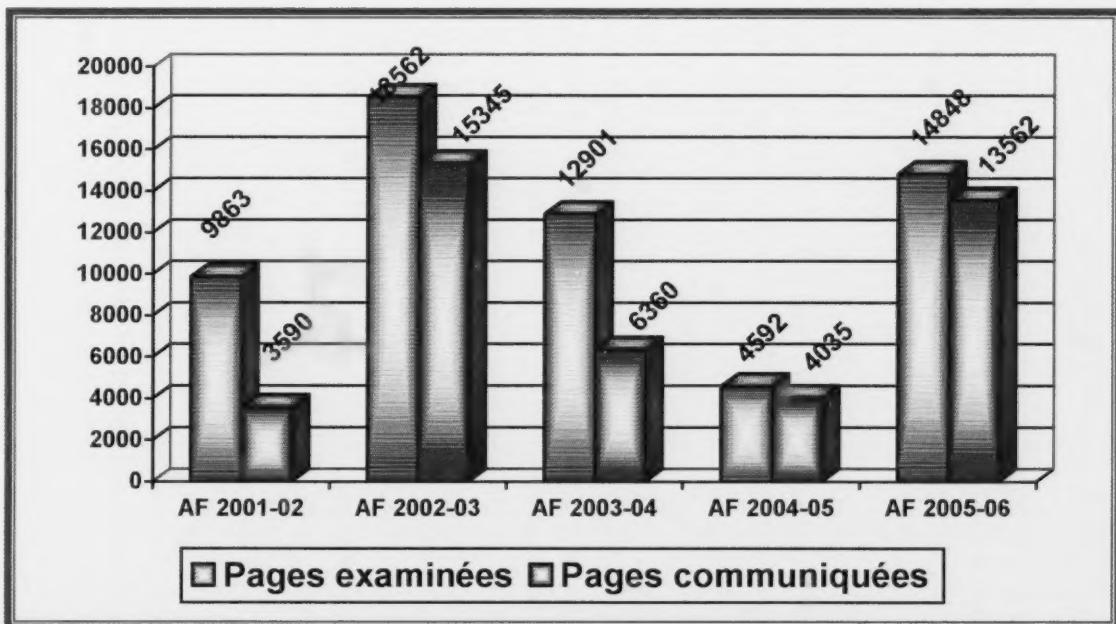


Illustration 6

DISPOSITION DES DEMANDES TRAITÉES

La disposition des demandes a été réalisée comme suit :

- Communication totale 23 (3.61%)
- Communication partielle 227 (35.58%)
- Aucune communication (exclusion) 1 (0.16%)
- Aucune communication (exemption) 2 (0.31%)
- Traitement impossible 372 (58.30%)
- Abandon du requérant 9 (1.41%)
- Transfert 4 (0.63%)

REQUÊTES TOTALES : 638

COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le paragraphe 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* cite que "la communication des renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale est autorisée" dans certains cas spécifiques (voir l'illustration 7).

Alinéa 8(2)(a)

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés par l'institution ou pour les usages qui sont compatibles avec ces fins ».

Les cinq demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(b)

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication ».

Les 104 demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(c)

La communication des renseignements personnels est autorisée, si elle est « exigée par subpoena, mandat ou ordonnance d'un tribunal, d'une personne ou d'un organisme ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements».

Aucune demande n'a été reçue en vertu de cet alinéa, donc aucune information n'a été communiquée.

Alinéa 8(2)(d)

La communication des renseignements personnels est autorisée « au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral ».

Les 78 demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(e)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites... ».

Les dix demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(f)

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] [...] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Les 106 demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(j)

La communication des renseignements personnels est autorisée « pour des travaux de recherche ou de statistique, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes : le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent; et la personne ou l'organisme s'engagent par écrit auprès du responsable de l'institution à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification de l'individu qu'ils concernent ».

Les 2 demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Alinéa 8(2)(k)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Les 16 demandes reçues en vertu de cet alinéa ont été traitées.

Sous- alinéa 8(2)(m)(ii)

La communication des renseignements personnels est autorisée « à toute autre fin dans les cas où, de l'avis du responsable de l'institution, l'individu concerné en tirerait un avantage certain ».

Une seule demande a été reçue en vertu de ce sous-alinéa et elle a été traitée.

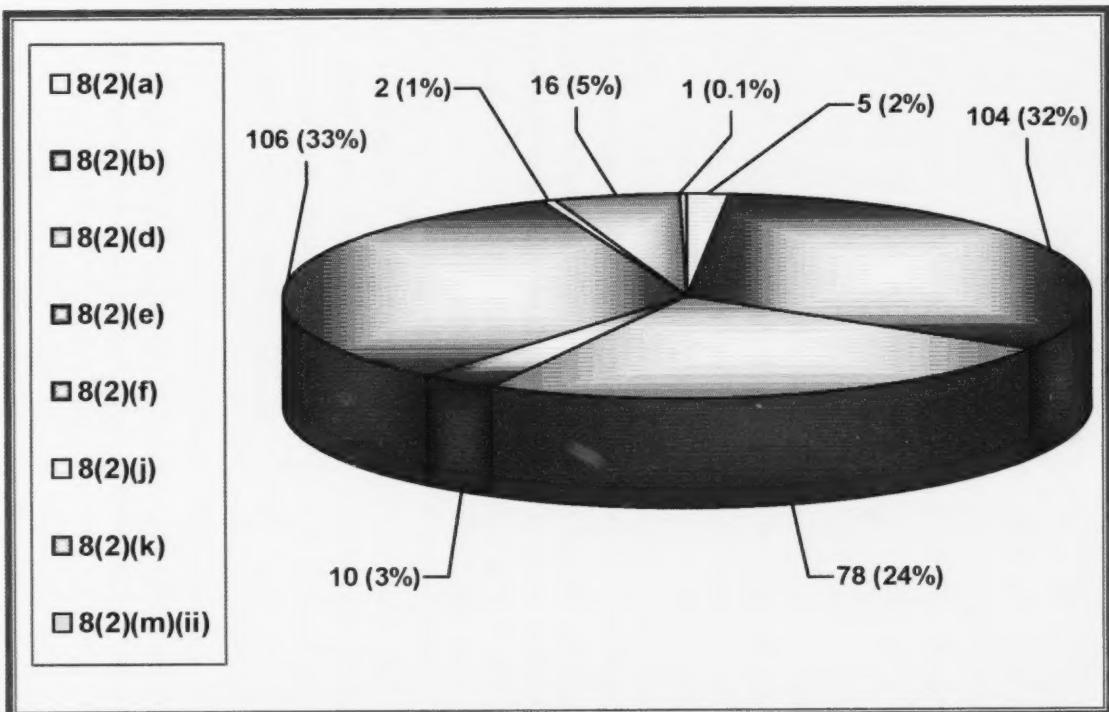


Illustration 7

PLAINTES ET ENQUÊTES

Pour s'assurer que les institutions fédérales observent sans réserve la *Loi* et que tous les demandeurs sont traités de façon équitable et uniforme, les articles 29 et les articles 41 à 52 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* prévoient deux séries d'examen pour les décisions prises en application de la *Loi* : d'abord, le dépôt officiel d'une plainte auprès de la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada; ensuite, le recours en révision de la décision de la Commissaire devant la Cour fédérale.

Pendant l'exercice financier 2005-06, la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada n'a reçu aucune plainte contre le Ministère relativement au traitement des demandes présentées en vertu de la *Loi*. Toutefois, le Ministère a fait l'objet de trois plaintes de violation du droit à la vie privée. Une de ces plaintes a été réglée à l'amiable avec la partie plaignante, et les deux autres sont en cours de règlement.



Institution		Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada	Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2005 to / à 03/31/2006
I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels			
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure TOTAL			28
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport Carried forward / Reportées			27
II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées			
1. All disclosed / Communication totale		2	
2. Disclosed in part / Communication partielle		20	
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)		0	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)		0	
5. Unable to process / Traitemet impossible		5	
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande		0	
7. Transferred / Transmission		0	
TOTAL		27	
III Exemptions invoked / Exceptions invoquées			
S. Art. 18(2)		0	
S. Art. 19(1)(a)		0	
(b)		0	
(c)		0	
(d)		0	
S. Art. 20		0	
S. Art. 21		0	
S. Art. 22(1)(a)		0	
(b)		0	
(c)		0	
S. Art. 22(2)		0	
S. Art. 23 (a)		0	
(b)		0	
S. Art. 24		0	
S. Art. 25		0	
S. Art. 26		20	
S. Art. 27		0	
S. Art. 28		0	
IV Exclusions cited / Exclusions citées		V Completion time / Délai de traitement	
S. Art. 69(1)(a)	0	30 days or under / 30 jours ou moins	24
(b)	0	31 to 60 days / De 31 à 60 jours	2
S. Art. 70(1)(a)	0	61 to 120 days / De 61 à 120 jours	1
(b)	0	121 days or over / 121 jours ou plus	0
VI Extentions / Prorogations des délais		IX Corrections and notation / Corrections et mention	
Interference with operations / Interruption des opérations	1	30 days or under / 30 jours ou moins	1
Consultation	0	31 days or over / 31 jours ou plus	0
Translation / Traduction	0		0
TOTAL	1		1
IX Corrections and notation / Corrections et mention		X Costs / Coûts	
Corrections requested / Corrections demandées			0
Corrections made / Corrections effectuées			0
Notation attached / Mention annexée			0
X Costs / Coûts		Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)	
Salary / Traitemet	\$	68.1	
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement)	\$	9.1	
TOTAL	\$	77.2	
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)			
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)			1.3

